

# COUR SUPÉRIEURE

## [Action collective]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000922-183

DATE : Le 5 juin 2023

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.**

---

**9238-0831-QUÉBEC INC.**  
Demanderesse

c

**TÉLÉBEC**  
Et  
**VIDEOTRON S.E.N.C.**

Défenderesses

---

### JUGEMENT

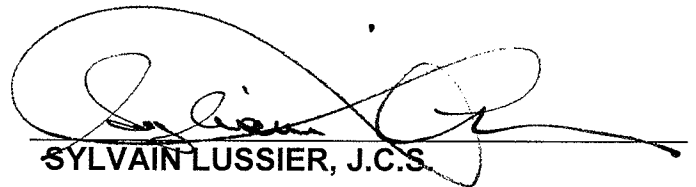
---

- [1] **CONSIDÉRANT** la demande afin de faire approuver l'avis aux membres;
- [2] **CONSIDÉRANT** le projet d'avis abrégé (Pièce R-1), le projet d'avis intégral (Pièce R-2) et le plan de diffusion de l'avis (Pièce R-3) au soutien de cette demande;
- [3] **CONSIDÉRANT** que le projet d'avis et le plan de diffusion sont conformes à l'art. 579 C.p.c.;

JL4908

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

- [4] **ACCUEILLE** la demande;
- [5] **APPROUVE** la forme et le contenu de l'avis aux membres en version abrégée, Pièce R-1, et en version intégrale, Pièce R-2, pour servir d'avis aux membres conformément à l'article 579 C.p.c.;
- [6] **ORDONNE** la publication de l'avis aux membres conformément au Plan de diffusion de l'avis, Pièce R-3;
- [7] **DÉCLARE** que l'échéance relative au droit d'exclusion des membres est fixée à 30 jours après la diffusion de l'avis aux membres et **ORDONNE** que ladite date soit insérée dans l'avis aux membre, Pièces R-1 et R-2;
- [8] **SANS FRAIS.**



**SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.**

Me David Bourgoin  
**BGA INC.**

Me Maxime Ouellette  
**GARNIER OUELLETTE, AVOCATS**

Avocats de la demanderesse 9238-0831 Québec inc.

Me Vincent de l'Étoile  
Me Sandra Desjardins  
Me Justine Brien  
**LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.**

Avocats de la défenderesse Télébec

Me Érika Normand-Couture  
**WOODS, S.E.N.C.R.L.**

Avocats de la défenderesse Vidéotron, s.e.n.c.

Date d'audition : Sur dossier

## AVIS D'ACTION COLLECTIVE

**9238-0831 Québec inc. faisant affaires sous le nom de Caféier-Boustifo c. Télébec et Vidéotron s.e.n.c.**

Cour supérieure : 500-06-000922-183

**Frais de résiliation de contrat pour des services de télécommunications affaires**

La Cour supérieure et la Cour d'appel ont autorisé l'exercice d'une action collective (recours collectif) en nullité et en dommages-intérêts contre Télébec et Vidéotron s.e.n.c. relative aux frais de résiliation de contrats pour les services « Affaires » pour laquelle les membres visés sont les suivants :

*« Toutes les entreprises domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec et s'étant vues imposer ou facturer par Télébec ou Vidéotron s.e.n.c. des conditions ou des frais de résiliation de contrat entre le 20 avril 2015 et la date de publication des avis prévus par l'article 576 (2) C.p.c. »*

Le statut de représentante pour l'exercice de l'action collective a été attribué à 9328-0831 Québec inc., faisant affaires sous le nom de Caféier-Boustifo.

La Cour ne s'est pas encore prononcée sur le fondement de l'action collective, ni sur l'octroi d'une compensation en faveur des membres du groupe. Télébec et Vidéotron s.e.n.c. nient les allégations de Boustifo et conteste le fondement de l'action collective.

Si vous désirez demeurer membre de cette action collective, vous n'avez rien à faire.

Par contre, si vous désirez vous en exclure, vous devez aviser le greffe de la Cour supérieure du Québec du district de Montréal par courrier au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6 **au plus tard le • 2023, à •.**

Les membres **ne peuvent** être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si le recours était rejeté.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Cet avis est une version abrégée de l'avis aux membres dont la version intégrale peut être consultée à l'adresse suivante : •

Le jugement en autorisation de cette action collective et les formalités relatives à la procédure d'exclusion des membres sont aussi disponibles au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal et au Registre des actions collectives sur le site web **www.tribunaux.qc.ca**.

Les membres du groupe sont représentés par les procureurs :

**BGA inc.**  
67, rue Sainte-Ursule  
Québec (Québec) G1R 4E7  
Courriel : [dbourgoin@bga-law.com](mailto:dbourgoin@bga-law.com)  
Par téléphone : 418 523-4222  
Internet : <https://bga-law.com>

**LA PUBLICATION DE CET AVIS  
A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

En cas de divergence, le jugement en autorisation prévaut.  
CLASS ACTION NOTICE

**9238-0831 Québec inc. doing business as Caféier-Boustifo v. Télébec and Vidéotron s.e.n.c.**  
Superior Court: 500-06-000922-183

**Contract termination fees for business telecommunications services**

The Superior Court and the Court of Appeal have authorized the bringing of a class action in nullity and damages against Télébec and Vidéotron s.e.n.c. relating to contract termination fees for "Business" services, for which the members concerned are as follows:

*"All businesses domiciled or having been domiciled in Quebec and having been imposed or invoiced by Télébec or Vidéotron s.e.n.c. conditions or fees for terminating a contract between April 20, 2015 and the date of publication of the notices provided for in section 576 (2) C.c.p."*

9328-0831 Québec inc., doing business as Caféier-Boustifo was appointed the status of representative for the purpose of the class action.

The Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. Télébec and Vidéotron s.e.n.c. deny Boustifo's allegations and contest the merits of the class action.

If you wish to remain a class member, no action is required from you.

To the contrary, should you wish to opt out of the class action, you must inform the registry of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal, by mail at 1, Notre-Dame Street East, Montréal, H2Y 1B6, **no later than on • 2023, at •.**

The class members **cannot** be called upon to pay the legal costs of the class action if it is dismissed.

**Another notice will be published when a final judgment is rendered in the class action.**

This notice is a short version of the notice to members, the full version of which can be consulted at the following address: •

The authorization judgment and the requirements pertaining to the opt-out procedure for the class members are also available at the registry of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal or on the Class Action Registry website at **www.tribunaux.qc.ca**.

The class members are represented by the following attorneys:

**BGA inc.**  
67, Sainte-Ursule Street  
Quebec (Quebec) G1R 4E7  
Email: [dbourgoin@bga-law.com](mailto:dbourgoin@bga-law.com)

Phone: 418 523-4222  
Website: <https://bga-law.com>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT**

In case of discrepancy, the authorization judgment prevails.

**AVIS D'ACTION COLLECTIVE**

**9238-0831 Québec inc. faisant affaires sous le nom de Caféier-Boustifo c. Télébec et Vidéotron  
s.e.n.c.**

Cour supérieure : 500-06-000922-183

**Frais de résiliation de contrat pour des services de télécommunications affaires**

La Cour supérieure et la Cour d'appel ont autorisé l'exercice d'une action collective (recours collectif) en nullité et en dommages-intérêts contre Télébec et Vidéotron s.e.n.c. relative aux frais de résiliation de contrats pour les services « Affaires » pour laquelle les membres visés sont les suivants :

*« Toutes les entreprises domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec et s'étant vues imposer ou facturer par Télébec ou Vidéotron s.e.n.c. des conditions ou des frais de résiliation de contrat entre le 20 avril 2015 et la date de publication des avis prévus par l'article 576 (2) C.p.c. »*

Le statut de représentante pour l'exercice de l'action collective a été attribué à 9238-0831 Québec inc., faisant affaires sous le nom de Caféier-Boustifo.

La Cour ne s'est pas encore prononcée sur le fondement de l'action collective, ni sur l'octroi d'une compensation en faveur des membres du groupe. Télébec et Vidéotron s.e.n.c. nient les allégations de Boustifo et conteste le fondement de l'action collective.

Les principales questions qui font l'objet de l'action collective sont les suivantes :

1. Les frais de résiliation de contrat exigés par Télébec et Vidéotron s.e.n.c. sont-ils abusifs?
2. Dans l'affirmative, les membres peuvent-ils obtenir la nullité des clauses de résiliation de contrat et obtenir des dommages équivalents à l'intégralité des frais de résiliation payés à Télébec et Vidéotron s.e.n.c.?
3. Les modalités et conditions contractuelles des renouvellements de contrat sont-elles opposables aux membres ?
4. Dans la négative, les membres peuvent-ils obtenir également sur cette base le remboursement de l'intégralité des frais de résiliation payés à Télébec et Vidéotron s.e.n.c.?
5. Y a-t-il lieu d'ordonner le recouvrement collectif des dommages?

Les conclusions recherchées par l'action collective sont les suivantes :

**ACCUEILLIR** la demande introductive d'instance de la demanderesse;

**ANNULER** les clauses de résiliation de contrat visées par l'action collective;

**CONDAMNER** Télébec et Vidéotron s.e.n.c. à verser aux membres qui sont ou ont été ses clients l'intégralité des frais de résiliation de contrat perçus depuis le 20 avril 2015 en incluant les taxes, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la présente demande;

**ORDONNER** que les dommages précités fassent l'objet d'un recouvrement collectif assorti d'un processus d'indemnisations individuelles selon les prescriptions des articles 595 à 598 du *Code de procédure civile*;

**CONDAMNER** Télébec et Vidéotron s.e.n.c. à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;

**CONDAMNER** Télébec et Vidéotron s.e.n.c. aux frais de justice, incluant les frais d'expertise et de publication d'avis.

Si vous désirez demeurer membre de cette action collective, vous n'avez rien à faire.

Par contre, si vous désirez vous en exclure, vous devez aviser le greffe de la Cour supérieure du Québec du district de Montréal par courrier au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6 **au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2023**, à •.

Les membres **ne peuvent** être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si le recours était rejeté.

Un membre peut faire une demande à la Cour d'intervenir dans l'action collective. La Cour autorisera l'intervention si elle est d'avis qu'elle est utile au groupe.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Le jugement en autorisation de cette action collective et les formalités relatives à la procédure d'exclusion des membres sont aussi disponibles au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal et au Registre des actions collectives sur le site web **www.tribunaux.qc.ca**.

Les membres du groupe sont représentés par les procureurs :

**BGA inc.**  
67, rue Sainte-Ursule  
Québec (Québec) G1R 4E7  
Courriel : dbourgoin@bga-law.com  
Par téléphone : 418 523-4222  
Internet : <https://bga-law.com>

**LA PUBLICATION DE CET AVIS  
A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

En cas de divergence, le jugement en autorisation prévaut.  
**CLASS ACTION NOTICE**

**9238-0831 Québec inc. doing business as Cafétier-Boustifo v. Télébec and Vidéotron s.e.n.c.**  
Superior Court: 500-06-000922-183

**Contract termination fees for business telecommunications services**

The Superior Court and the Court of Appeal have authorized the bringing of a class action in nullity and damages against Télébec and Vidéotron s.e.n.c. relating to contract termination fees for “Business” services, for which the members concerned are as follows:

*“All businesses domiciled or having been domiciled in Quebec and having been imposed or invoiced by Télébec or Vidéotron s.e.n.c. conditions or fees for terminating a contract between April 20, 2015 and the date of publication of the notices provided for in section 576 (2) C.c.p.”*

9328-0831 Québec inc., doing business as Caféier-Boustifo was appointed the status of representative for the purpose of the class action.

The Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. Télébec and Vidéotron s.e.n.c. deny Boustifo’s allegations and contest the merits of the class action.

The main issues captured by the class action are the following:

1. Are the contract termination fees charged by Télébec and Vidéotron s.e.n.c. abusive?
2. If so, can the class members obtain the nullity of the contract termination clauses and obtain damages equivalent to the full amount of the termination fees paid to Télébec and Vidéotron s.e.n.c.?
3. Are the contractual terms and conditions of contract renewals enforceable against class members?
4. If not, can the class members also obtain on this basis reimbursement of all termination fees paid to Télébec and Vidéotron s.e.n.c.?
5. Should collective recovery of damages be ordered?

The conclusions sought by way of the class action are the following:

**GRANT** the plaintiff’s motion to institute a class action;

**CANCEL** the contract termination clauses covered by the class action;

**CONDEMN** Télébec and Vidéotron s.e.n.c. to pay to class members who are or have been their customers all contract termination fees collected since April 20, 2015, including taxes, with interest at the legal rate plus the additional indemnity provided for at article 1619 of the *Civil Code of Quebec*, calculated from the date of service of this motion;

**ORDER** that the aforementioned damages be the subject of a collective recovery assorted with a process of individual recovery in accordance with the provisions of articles 595 to 598 of the *Code of Civil Procedure*;

**CONDEMN** Télébec and Vidéotron s.e.n.c. to any other remedy deemed fair and reasonable;

**CONDEMN** Télébec and Vidéotron s.e.n.c. to legal costs, including expert fees and notice costs.

If you wish to remain a class member, no action is required from you.

To the contrary, should you wish to opt out of the class action, you must inform the registry of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal, by mail at 1, Notre-Dame Street East, Montréal, H2Y 1B6, **no later than on • 2023, at •.**

The class members **cannot** be called upon to pay the legal costs of the class action if it is dismissed.

A class member may ask the court to intervene the class action. The court will authorize the intervention if it is of the opinion that it is useful to the class.

**Another notice will be published when a final judgment is rendered in the class action.**

The authorization judgment and the requirements pertaining to the opt-out procedure for the class members are also available at the registry of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal or on the Class Action Registry at [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca).

The class members are represented by the following attorneys:

**BGA inc.**  
67, Sainte-Ursule Street  
Quebec (Quebec) G1R 4E7  
Email: [dbourgoin@bga-law.com](mailto:dbourgoin@bga-law.com)  
Phone: 418 523-4222  
Website: <https://bga-law.com>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT**

In case of discrepancy, the authorization judgment prevails.

**C A N A D A**

**PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTREAL**

**(Actions collectives)  
C O U R S U P É R I E U R E**

**N° : 500-06-000922-183**

**9238-0831 QUÉBEC INC.**

*Demanderesse*

c.

**TÉLÉBEC**

et

**VIDÉOTRON S.E.N.C.**

*Défenderesses*



---

**PLAN DE DIFFUSION DE L'AVIS AUX MEMBRES**  
**(Autorisation de l'action collective)**

---

Les parties proposent le plan suivant pour la diffusion des avis aux membres relatifs à l'autorisation de l'action collective :

1. Publication de la version abrégée de l'avis (Pièce R-1) par les Défenderesses, à leurs frais, dans les publications suivantes, à une occasion entre le ● et le ● 2023 :

<b>Publication</b>
Journal de Montréal
Journal de Québec
Le Devoir
The Gazette

2. Publication de la version intégrale de l'avis (Pièce R-2) sur la page web des avocats de la Demanderesse aux adresses suivantes :
  - [www.bga-law.com](http://www.bga-law.com)
  - [www.garnierouellette.com](http://www.garnierouellette.com)
3. Publication de la version intégrale de l'avis (Pièce R-2) au Registre des actions collectives.